

UNION EUROPENNE

(et UNION ECONOMIQUE et MONETAIRE – U.E.M.)

Définition

L'Union européenne est une **union économique et politique** qui réunit 27 pays.

Explications

On peut d'abord définir l'union économique comme les 4ème et 5ème niveaux de l'intégration économique progressive telle qu'on peut la présenter dans un tableau théorique tel que le suivant :

La zone de libre échange Accord supprimant les barrières douanières entre les pays concernés.

L'union douanière On ajoute l'instauration un tarif extérieur commun.

Le marché commun On ajoute (théoriquement) la liberté de circulation des facteurs de production (capital et travail) et la conduite de certaines politiques sectorielles communes tout en préservant un haut degré d'autonomie politique des pays partenaires.

L'union économique (formant une communauté économique) On ajoute la conduite de politiques communes visant à renforcer le potentiel compétitif commun mais aussi à compenser les principales inégalités régionales, notamment par une certaine politique d'aménagement du territoire global.

L'union économique et monétaire (U.E.M.) On ajoute l'instauration (en deux temps) d'une monnaie commune puis d'une monnaie unique pour toute la zone (avec évidemment les institutions monétaires communes pour la gérer).

(NB : En Europe c'est là un point de bifurcation d'une intégration économique à 2 vitesses selon que les partenaires franchissent ou non cette étape. Ex : 18 pays l'ont franchi à ce jour mais l'intégration de nouveaux partenaires se fera désormais en 2 temps).

L'union sociale et politique L'intégration sociale (qui suppose une intégration économique et culturelle suffisantes) consiste à concrétiser une certaine citoyenneté commune (communauté de droits et de devoirs), en adoptant notamment un même régime de protection sociale des travailleurs et des citoyens de la part de tous les gouvernements nationaux concernés. (On peut alors parler de "modèle social").

A ce stade, qui suppose aussi une harmonisation fiscale et une volonté politique de créer un modèle de société et de gouvernance, la question se pose de la forme d'union politique (redéfinition des compétences des niveaux institutionnels) la plus adaptée à une telle perspective. (Recherche d'un "modèle politique" commun).

L'union fédérale Il s'agit de l'achèvement de l'intégration politique d'une zone, sur un modèle proche de celui des États-Unis d'Amérique par exemple. Cela ne veut pas dire que les valeurs et les formes de toute union fédérale doivent s'inspirer de ce modèle. Un haut niveau d'intégration politique peut être compatible avec la recherche d'un modèle économique, social, culturel et politique alternatif...

On peut alors classer l'Union Européenne (U.E.) - telle qu'elle a été définie le 1/11/1993 avec la ratification du traité de Maastricht (en remplacement de l'ancienne dénomination de C.E.E) - comme une union économique et monétaire ... aujourd'hui confrontée à deux tendances partiellement contradictoires :

- tendances à l'extension de la base géographique de l'union au sens minimal du terme
- tendances à l'approfondissement qualitatif de l'union au sens maximal de terme

La résultante de ces tendances pourrait bien être la confirmation d'une évolution vers une union européenne à 2 vitesses...

Enjeux

Au delà des grandes tendances déjà évoquées, on peut récapituler quelques enjeux du processus de l'Union européenne, du point de vue des relations mondiales entre les zones, et du point de vue des pays partenaires (comme la France par exemple).

- La construction européenne a débuté au cours des années 50 avec un double objectif :

1. rendre les guerres intra-européennes désormais impossibles par la concrétisation d'une évidente communauté d'intérêts économiques
2. accélérer le processus de reconstruction de la zone et en faire un pôle de croissance capable de participer de façon active aux nouveaux grands équilibres économiques et géopolitiques issus de la nouvelle configuration des relations internationales.

On peut dire que ces objectifs ont bien été atteints par l'Europe des six.

- Un nouvel objectif est apparu au début des années 70 avec la crise du système monétaire international : la stabilisation des changes intra-zone devait préserver le pôle de croissance commerciale et économique des partenaires.

On peut dire que l'Europe des douze, et son chemin vers l'unité de compte européenne (**l'euro**) se sont assez bien acquittés de cette mission.

En même temps, l'Europe a entrepris, sur la base de ses relations privilégiées avec certains pays du Sud, un programme d'accords de commerce et de développement qui aurait pu ouvrir la voie à un nouveau modèle de relations Nord/Sud, mais, de ce point de vue le bilan final semble bien maigre...

- Un nouvel objectif est apparu au cours des années 80, années du choix de tous les pays occidentaux en faveur d'une nouvelle accélération de l'ouverture économique et financière internationale : attirer et/ou stabiliser les flux de l'épargne mondiale qui passera désormais de plus en plus par les marchés financiers mondiaux, donner plus crédibilité aux groupes européens émetteurs de titres sur ces marchés, se mettre à l'abri des spéculations contre les monnaies nationales des pays isolés. Pour tout cela le passage d'une monnaie fragile commune à une solide monnaie unique devait être une bonne solution. De plus, l'idée de créer une monnaie internationale rivale du Yen et surtout du Dollar donnait à l'Europe l'espoir de bénéficier d'autres cercles vertueux jusqu'ici réservés aux émetteurs de la monnaie internationale dominante. On peut dire que l'Europe de "quinze moins trois" a sans doute beaucoup sacrifié de son potentiel de croissance à la satisfaction de critères de convergence d'inspiration monétariste vers une certaine idée de l'Euro fort. Cependant ces efforts ont débouché sur un certain succès dont les effets positifs attendus ont commencé mais ne sont pas encore vraiment réalisés.

C'est ici que s'instaure un grand débat sur ce que doit être le modèle économique et politique de cette Europe en construction tant du point de vue de sa relation aux autres acteurs de l'ordre mondial que du point de vue des petits et des grands pays participant à l'Union :

- Le monde et les européens ont-ils surtout besoin d'une Europe monétariste et libérale capable de battre les Etats-Unis sur leur propre terrain de la guerre économique généralisée dans un monde entièrement livré aux marchés ?
- Ou auraient-ils surtout besoin de voir émerger un nouveau modèle social européen alternatif, davantage inspiré par le keynésianisme, l'institutionnalisme, le solidarisme et le tiers-mondisme ?

Indicateurs

- Pour évaluer le degré d'intégration économique atteint par l'Union européenne, il peut être commode de se référer à un tableau théorique tel que celui que nous avons proposé en "définition"
- Le degré d'extension de l'union peut se mesurer par le nombre de pays déjà entrés, candidats à l'entrée ayant déjà entamé un processus d'intégration, autres candidats...
- Le degré d'approfondissement de l'union peut se mesurer par le nombre de pays déjà entrés dans la monnaie unique, et le nombre de pays en voie de le faire.

D'autres avancées de l'Union peuvent faire l'objet d'observations mais elles sont difficilement chiffrables...

Erreurs Fréquentes

- Confondre *l'Union européenne* et la **zone euro**
- **Employer le mot "Europe" en parlant de l'Union européenne** : en effet, tous les pays européens ne font pas partie de l'Union européenne, les deux expressions ne sont donc pas synonymes, et si certains pays qui n'y sont pas aimeraient y être, ce n'est pas le cas de tous (la Suisse, par exemple, n'a jamais demandé son adhésion). Cette erreur est très fréquemment commise (et pas seulement par les élèves de terminale !).

Sources : d'après <http://ses.webclass.fr/> (+ mise à jour et modifications)